

Contribution commune de la Conférence des Présidents de Régions ultrapériphériques (CPRUP) à la consultation publique portant sur le contenu du projet du règlement de la Commission portant sur l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis

HT.5647

Décembre 2022

Préambule

La Conférence des Présidents des Régions ultrapériphériques (CPRUP) est composée des neuf régions ultrapériphériques (RUP) de l'UE, lesquelles assument de façon individuelle la responsabilité de concevoir, décider et d'octroyer des aides d'Etat, dans le respect de leurs compétences respectives. A ce titre, la CPRUP soumet la présente contribution en réponse à la consultation publique concernant le contenu du projet de règlement de la Commission portant sur l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de *minimis*.

A titre liminaire, tel que reconnue à l'article 349 du TFUE, la situation structurelle, sociale et économique de ces régions, ainsi que la permanence et la combinaison des facteurs tels que leur éloignement, leur faible superficie, le relief et le climat difficiles, en plus de leur dépendance économique vis-à-vis d'un petit nombre de produits, nuisent gravement à leur développement.

Ces contraintes induisent d'importants surcoûts dont l'impact affecte considérablement la compétitivité du tissu économique des RUP. Ce dernier est essentiellement composé de très petites et de petites entreprises à faible capacité financière qui opèrent sur des marchés restreints et très éloignés. Cette situation appelle à appliquer pour ces régions une approche différenciée quant au critère d'altération des échanges, basée sur la notion d'aide « à impact purement local » car, en effet, le risque de distorsion de concurrence engendré par les aides consenties aux RUP est très marginal.

A cet effet, le Conseil, dans ses Conclusions, adoptées le 21 juin 2022, relatives à la nouvelle Communication de la Commission en faveur des RUP, souligne que « *les aides dont bénéficient les régions ultrapériphériques peuvent ne pas avoir d'incidence sur la concurrence dans le marché intérieur, pour autant qu'elles ciblent des activités purement locales* ».



La CPRUP fait appel à la Commission européenne pour que la priorité assumée, quant à « *l'intégration des spécificités des régions ultrapériphériques dans les politiques, la législation, les fonds et les programmes de l'Union, comme le prévoit l'article 349 du TFUE* » tel que rappelé dans sa Communication du 3 mai 2022 sur la stratégie RUP¹, soit pleinement appliqué en matière d'aides d'Etat. À cet égard, rappelle que la Commission, dans cette communication, indique qu'elle continuera « *de tenir compte des spécificités de ces régions dans la **révision des règlements et des lignes directrices en matière d'aides d'État dans tous les secteurs**, sur la base des dispositions en vigueur pour ces régions dans la législation de l'Union en matière d'aides d'État* ».

La CPRUP réitère donc la position récemment exprimée dans sa déclaration finale du 15 novembre 2022 demandant la prise en compte de ses contributions aux consultations publiques sur la révision du cadre réglementaire des aides d'État, particulièrement à l'heure où les impacts de la crise sanitaire et de la guerre en Ukraine se poursuivront dans le temps. À cet égard, elle souligne que les aides publiques octroyées aux entreprises des RUP constituent un instrument essentiel en soutien à l'investissement, à la compétitivité, à la création d'emploi et à la diversification économique et méritent, en ce sens, une attention spécifique de la Commission européenne.

Révision du règlement de la Commission relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis*

Relèvement du seuil

Le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission, du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides *de minimis* permet d'exempter de notification les aides dans la limite de 200 000 EUR par entreprise, sur une période de trois exercices fiscaux, considérant que ces aides ne portent pas atteinte au jeu de la concurrence (100 000 EUR pour les entreprises exerçant des activités de transport de marchandises par route pour le compte d'autrui). La proposition actuelle prévoit de porter ce plafond à 275 000 EUR et 137 500 EUR respectivement, dans le but de tenir compte de l'inflation (pour la période 2014-2030).

La CPRUP salue cette initiative. Toutefois, elle affirme de nouveau que **ce relèvement est bien trop insuffisant** pour les RUP plaidant en faveur du relèvement dudit seuil à **500 000 EUR**, sur la base des éléments suivants :

- Le caractère permanent et combiné des contraintes structurelles des RUP reconnues à l'article 349 TFUE : l'éloignement, l'insularité, la faible superficie, le relief et climat difficiles, la dépendance économique vis-à-vis d'un petit nombre de produits

¹ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A52022DC0198&qid=1670594112946>



- lesquelles génèrent des surcoûts pour les entreprises situées dans ces régions.
- La nécessité de déployer de façon simple et rapide des dispositifs de soutien à destination des entreprises des RUP, celles-ci opérant au sein d'économies vulnérables et d'environnements géographiques spécifiques. En effet, elles se situent à proximité de pays tiers appliquant des coûts de main d'œuvre et de commercialisation nettement inférieurs et bénéficiant d'accords préférentiels négociés par l'UE.
 - Les RUP connaissent des taux de chômage parmi les plus élevés de l'UE². Ces taux, qui se sont vus aggravés par la crise sanitaire, affichent clairement les enjeux de compétitivité et de croissance auxquels font face ces régions.

Néanmoins, si la CPRUP défend l'augmentation du seuil des aides de minimis à 500 000 EUR dans un contexte de stabilité économique, elle note toutefois que le contexte exceptionnel de crise sanitaire et conflit actuel engendre des contraintes conjoncturelles qui, couplées aux contraintes structurelles de l'ultrapériphérie, nuisent considérablement l'économie de ses régions. En effet, les pressions inflationnistes en cours avec l'augmentation du coût des matières premières, de production et de l'énergie ainsi que les ruptures d'approvisionnement, résultant notamment de la guerre en Ukraine, fragilisent fortement les efforts de relance économique post-covid des RUP au moment où le cadre temporaire des aides d'Etat lié à la pandémie est terminé. De plus, le cadre temporaire adopté par la Commission en mars 2022 en réponse à l'impact de la guerre en Ukraine, prendra lui aussi fin en décembre 2023. Cette réalité appelle l'adoption urgente de mesures de soutien aux entreprises et aux opérateurs économiques des RUP.

En conclusion, dans des circonstances exceptionnelles telles que la crise actuelle dont on ne mesure pas encore les effets à moyen et long terme, la CPRUP demande le relèvement du seuil des aides de minimis à 800 000 EUR, permettant ainsi de prévenir toute entrave au développement socio-économique de ces régions.

Exigences en matière de transparence

Par ailleurs, la révision du règlement des aides *de minimis* vise à améliorer les exigences en matière de transparence en introduisant un registre public obligatoire au niveau de l'Etat ou de l'UE dans lequel les Etats membres fournissent des informations complètes sur les aides *de minimis* octroyées par une autorité quelconque.

Dans cette optique, la CPRUP adhère à cet impératif de transparence et invite la Commission à veiller à ce que la tenue de ces registres n'aboutisse à des complexités quant aux informations demandées qui viendraient alourdir de manière disproportionnée la charge administrative des entreprises et des autorités publiques et ainsi porter atteinte au principe de simplification.

² <https://ec.europa.eu/eurostat/cache/RCI/#?vis=outermost.labourmarket&lang=fr>